

COUTS UNITAIRES : DU TRAVAIL AU CAPITAL, C'EST LE SECOND QUI PENALISE LE PREMIER

Dans les deux précédents Econews, la CSL s'est penchée sur la notion de productivité en montrant comment le débat s'était déplacé d'un indicateur à l'autre, de la productivité du travail à la productivité globale des facteurs.

Un autre indicateur phare des débats sur la compétitivité du Luxembourg de ces dernières années est le Coût Salarial Unitaire (CSU), lequel a été victime de la même « transformation ».

COUTS SALARIAUX UNITAIRES : DEFINITION

Dans son essai, L. Fontagné nous soumet la définition du Coût Salarial Unitaire (CSU de la Banque Centrale Européenne : « **Unit labour cost is defined as compensation per employee divided by real GDP per employee** ». Il s'agit donc selon la BCE de la rémunération moyenne nominale rapportée à la productivité moyenne en volume.

En fait, **si cette définition est exacte, elle n'est que partielle et ne concerne que le CSU Nominal et omet l'existence du CSU Réel**. En effet, comme il existe un PIB nominal et un PIB réel, il existe un CSU Nominal et un CSU Réel. **Les définitions retenues par Ameco dans son ouvrage consacré à la liste des variables incluant les notes méthodologiques sont très claires à cet égard¹.**

$$\text{CSU REEL} = \frac{\text{(Rémunération des Salariés / Nombre de salariés)}}{\text{(PIB au prix du marché Prix Courant / Emploi total)}}$$

$$\text{CSU NOMINAL} = \frac{\text{(Rémunération des Salariés / Nombre de salariés)}}{\text{(PIB au prix du marché Prix Constant / Emploi total)}}$$

La différence entre les deux est l'utilisation pour le CSU Réel du PIB à prix courants au dénominateur et pour le CSU Nominal du PIB à prix constants. Dans le premier cas on compare la rémunération moyenne à la productivité en valeur et dans le second la rémunération moyenne à la productivité en volume. Le PIB en volume étant égal au PIB en valeur (qui lui est mesuré par les comptes nationaux) divisé par le déflateur du PIB, nous obtenons l'égalité suivante :

$$\text{CSU NOMINAL} = \text{CSU REEL} \times \text{Déflateur de PIB}$$

Ainsi, **pour un CSU Réel donné, plus le déflateur du PIB augmente plus le CSU Nominal progresse**. Nous renvoyons au précédent Econews sur la productivité globale des facteurs pour de plus amples développements sur les **difficultés d'estimer le déflateur de valeur ajoutée dans les services**. Rappelons toutefois que son évaluation est des plus incertaines dans les secteurs des

¹ *List of variables including Methodological Notes, pp. 62-63, disponible ici : http://ec.europa.eu/economy_finance/db_indicators/ameco/index_en.htm*



services et qu'une abondante littérature économique souligne sa sur-estimation, pesant sur les gains de productivité des services, et donc également sur le CSU Nominal puisque plus le déflateur du PIB est élevé, plus le CSU Nominal progresse. Or **le déflateur n'étant qu'une estimation, il en va de même du PIB en volume, abusivement appelé réel puisqu'il n'est que le résultat d'une estimation du déflateur du PIB de même que pour le CSU Nominal.**

Le CSU correspond donc au coût du travail par unité de valeur ajoutée produite, c'est-à-dire au coût du travail rapporté à la productivité. Dans un cas le coût du travail est rapporté à la productivité en volume et dans l'autre à la productivité en valeur.

RESUME

D'un CSU à l'autre : si l'un ne va plus dans le sens voulu, prenons l'autre

Objet de toutes les préoccupations jusqu'à présent, **c'est le CSU Réel qui a été utilisé initialement par L. Fontagné, repris par l'ODC dans sa batterie d'indicateurs, ou encore par l'UEL. Aujourd'hui, le CSU Réel ne montrant aucune perte de compétitivité, bien au contraire, on tente de lui substituer le CSU Nominal montrant lui, une hypothétique dégradation de la compétitivité luxembourgeoise.**

Notons également au passage que **ce glissement d'indicateur est accompagné d'un glissement sémantique qui voudrait que le CSU Réel ne s'appelle plus Coût Salarial Unitaire, mais « part salariale »**, le seul coût unitaire qui vaille étant désormais le CSU Nominal.

Encore une fois, **loin d'une démarche scientifique, nous assistons à un changement d'indicateur au gré de conclusions préétablies que l'on souhaite mettre en avant.**

Un CSU Nominal en progression plus forte que le CSU Réel

En effet, **le CSU Nominal progresse bien plus rapidement au Luxembourg que le CSU Réel et c'est d'ailleurs là qu'il faut peut-être trouver les raisons du basculement d'indicateur.** Cependant, **voir dans l'évolution du CSU Nominal une perte de compétitivité sans se pencher sur les raisons sous-jacentes à cette évolution relève une nouvelle fois d'un raccourci** qui pourrait se résumer par « du moment que l'on a une courbe qui va dans le sens voulu, peu importe les raisons, elle valide la conclusion préétablie. »

Le CSU Nominal dépend du prix du PIB

Si le CSU Réel compare les coûts salariaux d'une année avec le PIB aux prix de cette même année, le CSU Nominal compare lui des coûts salariaux aux prix d'une année avec un PIB aux prix de 2000, lesquels n'ont bien évidemment plus cours et sont en tout état de cause purement théoriques.

Comme nous l'avons déjà évoqué au sujet des gains de productivité, qui sont estimés par rapport au PIB en volume, **les comptes nationaux ne savent que très imparfaitement estimer le déflateur du PIB, tout particulièrement dans les services, domaine de spécialisation de l'économie luxembourgeoise.**

Ces difficultés d'estimation des déflateurs dans les services amènent non seulement à une sous-estimation des gains de productivité, mais également à une surévaluation du CSU Nominal puisque l'on rapporte des salaires à prix courants à une valeur ajoutée ou un PIB aux prix théoriques de 2000.

Des coûts unitaires du capital qui augmentent bien plus rapidement que les coûts unitaires du travail ...

Au-delà des débats techniques sur l'utilisation de l'un ou l'autre des deux CSU, la CSL tient à souligner que si l'on évoque toujours les coûts salariaux, il n'est jamais fait mention des autres coûts tels que les consommations intermédiaires, et, ce qui nous préoccupe plus particulièrement ici, des coûts du capital.

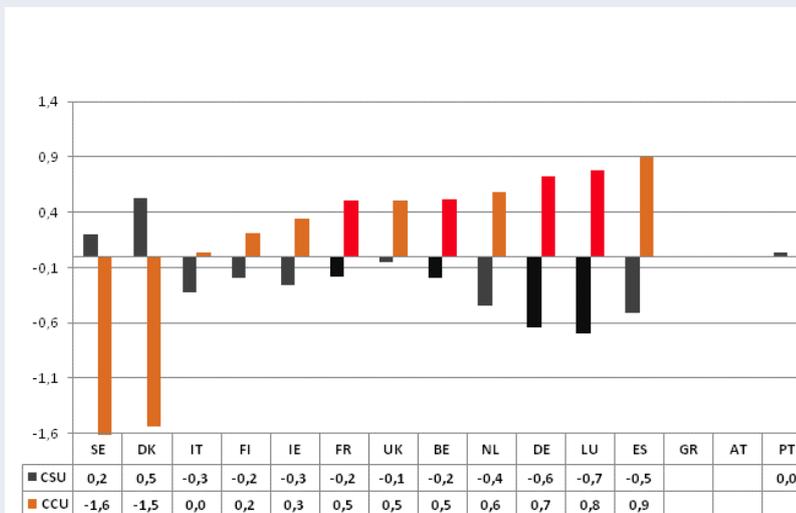
Lorsque nous avons abordé la productivité globale des facteurs, nous avons souligné que deux facteurs de production concouraient simultanément à la production : le travail et le capital.

Or si le travail a un coût, il en est de même pour le capital. D'ailleurs on parle bien de valeur ajoutée aux coûts des facteurs pour évoquer la valeur ajoutée diminuée des « impôts moins subventions sur la production ». Cette valeur ajoutée au coût des facteurs correspond à la somme monétaire réellement engendrée par l'activité productive et, comme son nom l'indique, c'est elle qui permet de rémunérer les deux facteurs de production.

Cependant, les débats se focalisent le plus souvent sur les seuls coûts salariaux. Afin de rétablir un certain équilibre et de présenter une vue globale de la situation des coûts dans les entreprises, la CSL a choisi de présenter une évolution comparée des coûts unitaires non seulement du travail (CSU), mais également du capital (CCU). N'est-il pas curieux en effet de systématiquement rapporter les coûts salariaux à la productivité en omettant de rapporter les coûts du capital à cette même productivité ?

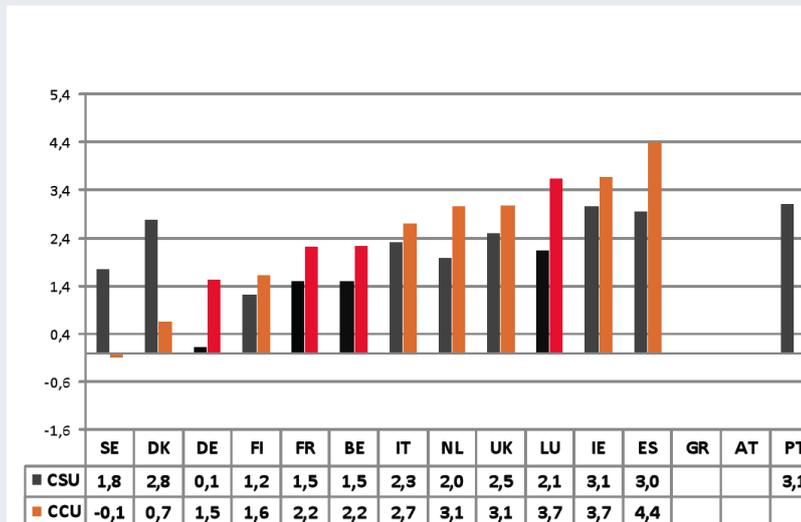
Si l'on observe les coûts unitaires réels, on constate que depuis 1995, c'est le Luxembourg qui a connu la plus forte baisse des coûts unitaires du travail, pendant qu'il a connu la deuxième plus forte progression des coûts unitaires du capital. En d'autres termes, les coûts unitaires réels du capital augmentent bien plus rapidement que les coûts unitaires du travail. Notons que quelle que soit la période choisie, le Luxembourg étant en 2008 à son deuxième plus faible niveau depuis 1995, le constat demeurerait le même.

Progressions annuelles moyennes des
CSU et CCU Réels en % (1995-2008)



Si maintenant nous raisonnons en termes de coûts unitaires nominaux, le constat est toujours identique. **Les coûts unitaires nominaux du capital augmentent toujours bien plus rapidement que ceux du travail.**

Progressions annuelles moyennes des CSU et CCU Nominaux en % (1995-2008)



Ainsi, lorsque l'on rapporte les coûts des deux facteurs de production que sont le capital et le travail, que l'on raisonne en termes nominaux ou réels, le constat est toujours le même : le coût unitaire du capital augmente plus rapidement que celui du travail.

En d'autres termes, si l'on compare l'évolution des coûts unitaires du travail et du capital avec l'évolution de la productivité en valeur (soit les coûts unitaires réels), les salaires ont augmenté moins rapidement que la productivité, pendant que la rémunération du capital a de son côté augmenté plus rapidement même que la productivité. En corollaire, nous avons assisté au Luxembourg à une forte baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Ceci signifie que la part de la richesse créée dans l'économie luxembourgeoise qui revient aux salariés est de plus en plus congrue.

Si maintenant on compare l'évolution des coûts unitaires du travail et du capital avec l'évolution de la productivité en volume (soit les coûts unitaires nominaux), il est vrai que les salaires ont augmenté plus rapidement que la productivité en volume. Toutefois, le coût du capital a augmenté à un rythme encore bien plus rapide. En effet, pendant que les coûts salariaux augmentaient de 2,1% de plus que la productivité en volume, les coûts du capital augmentaient eux de 3,5%.

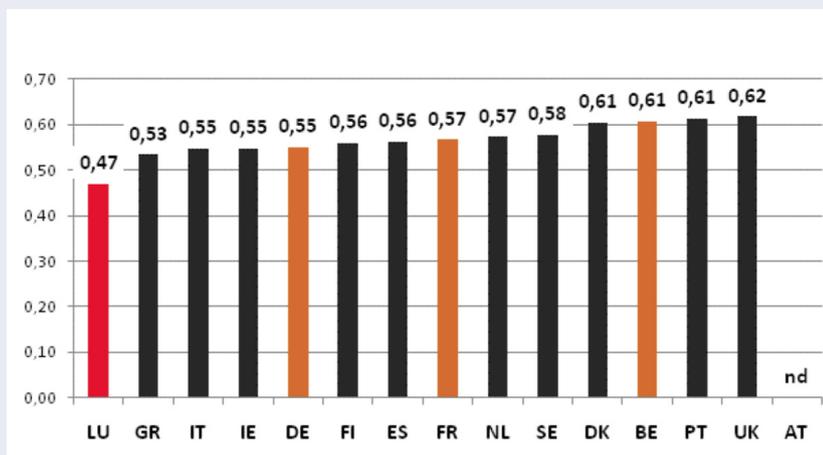
Que l'on rapporte le coût de chaque facteur à la productivité en valeur ou en volume, un seul constat s'impose, la rémunération du capital rapportée à la productivité progresse plus rapidement que celle du travail à cette même productivité.

Ainsi, « si les entreprises ont distribué plus de salaires que ce que n'autorisait la productivité », selon L. Fontagné, c'est bien parce qu'elles gagnaient encore plus de rémunération du capital que ce que n'autorisait cette même productivité et que donc elles y trouvaient largement leur compte.

... alors même que le Coût salarial unitaire luxembourgeois est le plus faible d'Europe

Cette évolution plus rapide des coûts unitaires du capital que du travail est d'autant plus dommageable aux salariés luxembourgeois que le niveau de rémunération du travail comparé à la richesse produite est le plus faible de l'UE15. **C'est-à-dire que c'est bien au Luxembourg que la part de la richesse produite qui revient aux salariés est la plus faible de l'UE15.**

Niveau du coût salarial unitaire 2008



Pour interpréter ce graphique, en 2008, lorsque le Luxembourg générait 1 euro de PIB, 47 cents revenaient aux salariés, contre 55 en Allemagne, 57 en France et 61 en Belgique.

Un CSU nominal en moins forte progression : ce serait un CSU réel en forte régression avec de graves conséquences pour l'économie luxembourgeoise

Alors même que les coûts unitaires du capital progressent à un rythme bien plus rapide que ceux du travail, un ralentissement de ces derniers pourrait avoir des conséquences particulièrement négatives pour l'économie luxembourgeoise.

- **Conséquences négatives sur les finances publiques**, compte tenu du fait que les ménages et donc principalement les salariés sont les principaux contributeurs fiscaux. En outre, cela comprimerait dangereusement les recettes de cotisations sociales, fragilisant un peu plus la viabilité à long terme des finances publiques.
- Cela apporterait-il un peu **plus de croissance** ? Il est permis de douter que le Luxembourg aurait élargi ses marchés du fait d'une telle modération salariale. L'économie luxembourgeoise est dans une large mesure tributaire de la demande extérieure. Or la modération salariale ne risque pas d'aboutir à un élargissement de celle-ci.
- En réalité, le lecteur aura sans doute trouvé lui-même la réponse à la question des conséquences d'un CSU Nominal stable. Cela aurait aboutit ni plus ni moins qu'à une **répartition de plus en plus inégalitaire de la richesse** au profit du plus petit nombre et dans bien des cas de l'étranger puisque de nombreuses entreprises résidentes sont détenues par



des capitaux étrangers. Ceci n'aurait amené qu'à une **augmentation du taux de pauvreté** avec toutes les conséquences sociales en découlant.

- Accroissement des inégalités, augmentation de la pauvreté, qu'en aurait-il été pour les **nombreuses entreprises travaillant pour le marché domestique (artisans, commerçants...)** ? Ces entreprises, en réalité les plus nombreuses et le plus souvent purement luxembourgeoises auraient-elles réalisé les mêmes bénéfices ? Ce seraient elles développées aussi fortement ? Les propriétaires de logements auraient-ils pu bénéficier des mêmes progressions des prix de l'immobilier et des loyers ?

* * *

Passer du CSU réel au nominal permet de minimiser la compétitivité du Luxembourg (est-ce l'objectif ?). Ce choix délibéré est particulièrement sujet à caution compte tenu, comme nous l'avons vu, des difficultés d'estimation du PIB en volume.

Il ne viendrait pas à l'idée des représentants des salariés de demander aux entreprises de verser leurs dividendes 2009 aux prix de 2000. C'est pourtant ce que font certains pour les salaires en voulant rapporter des salaires de 2009 à une valeur ajoutée dont les prix n'ont plus cours.

Le Statec soulignait en 2006 que « A long terme, le CSU Réel ne devrait pas trop dévier d'une trajectoire horizontale »². Nous avons vu qu'il n'en est rien et qu'au contraire, sa trajectoire est clairement descendante et qu'une accentuation de ce phénomène pourrait avoir de graves conséquences non seulement sur la cohésion sociale, mais également sur la cohésion du système économique luxembourgeois.

Quelles que soit la méthode utilisée, nominale ou réelle, un seul constat s'impose : depuis 1995 et plus particulièrement depuis le début des années 2000, les coûts unitaires du capital progressent à un rythme bien plus rapide que les coûts unitaires du travail.

La CSL estime que désormais, à chaque fois qu'il est fait référence aux coûts salariaux unitaires, les coûts capitalistiques unitaires devraient être analysés en parallèle afin que soit fournie aux observateurs une image complète de la compétitivité-coût. En effet, le PIB se répartissant entre les deux facteurs de production, se focaliser sur l'un plutôt que sur l'autre amène à une vision très partielle de la compétitivité-coût.

²

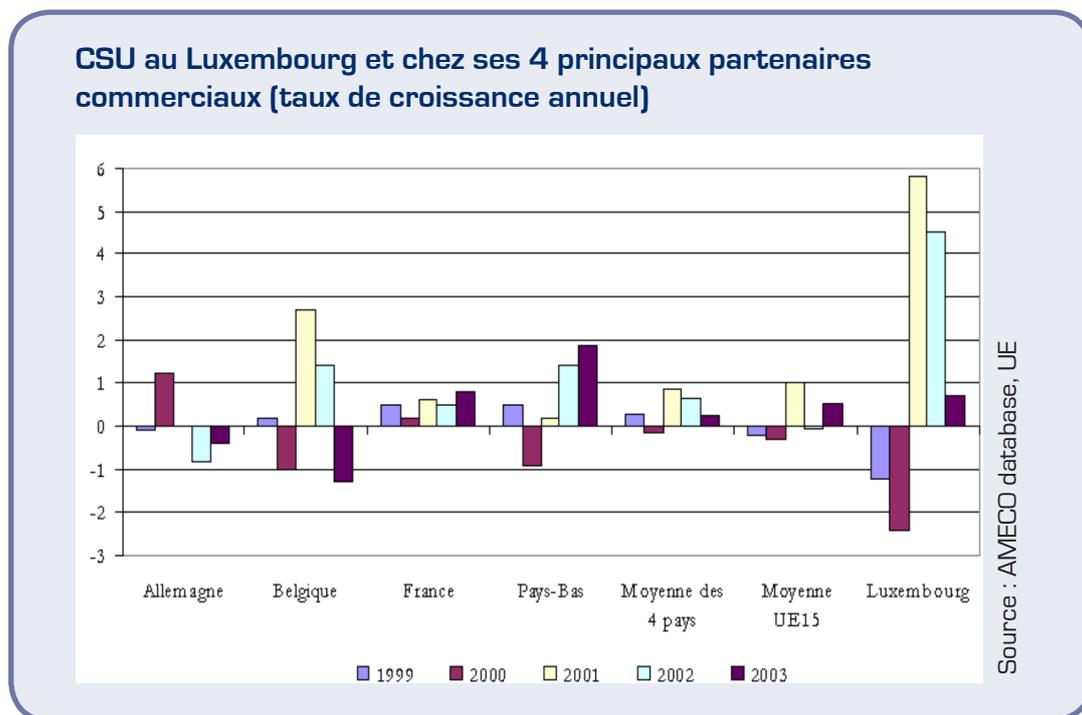
Statec, Kaléidoscope 2006, p.75.

Du CSU Réel au CSU Nominal : si l'un ne va plus, prenons l'autre

La CSL a déjà évoqué le glissement dans les choix d'indicateurs au gré de la conclusion préétablie que certains auteurs voulaient tirer. C'est ainsi que nous avons évoqué le passage de l'utilisation de la productivité du travail à celle de la PGF.

Pour le CSU, la démarche est la même puisque **si l'on s'est longtemps inquiété de l'évolution du CSU, il s'agissait dans un premier temps du CSU Réel, avant que le CSU Nominal ne fasse son apparition, son évolution semblant plus défavorable que la première.**

Ainsi, en 2004, L. Fontagné nous présentait-il un graphique sur l'évolution du CSU au Luxembourg et dans les pays voisins³. Bien que cela ne soit pas précisé dans l'intitulé du graphique, il s'agissait bel et bien du CSU Réel.



De même, dans la batterie d'indicateurs initiée par L. Fontagné en 2004 et reprise depuis par l'ODC, c'est bien le CSU Réel qui est utilisé dans la 3ème catégorie « Productivité et coût du travail », indicateur C4 « Evolution des coûts salariaux unitaires ».

C'est également le CSU Réel qui depuis quelques années est l'objet des préoccupations de l'UEL dans ses différents rapports annuels où exposés sur la compétitivité de l'économie luxembourgeoise, c'est toujours le CSU Réel qui nous a été présenté.

Aujourd'hui, l'évolution du CSU Réel étant particulièrement favorable aux entreprises, tout comme on est passé de la productivité du travail à la productivité globale des facteurs, c'est le CSU Nominal qui est désormais utilisé pour dépeindre une hypothétique perte de compétitivité luxembourgeoise.

Notons au passage que ce glissement méthodologique est accompagné d'un curieux glissement sémantique puisque L. Fontagné, dans son essai, tente, dans une explication peu convaincante, de nous dire que le CSU Réel n'est pas un CSU, mais la « part salariale ». Or les définitions

³ L. Fontagné 2004, p.47.

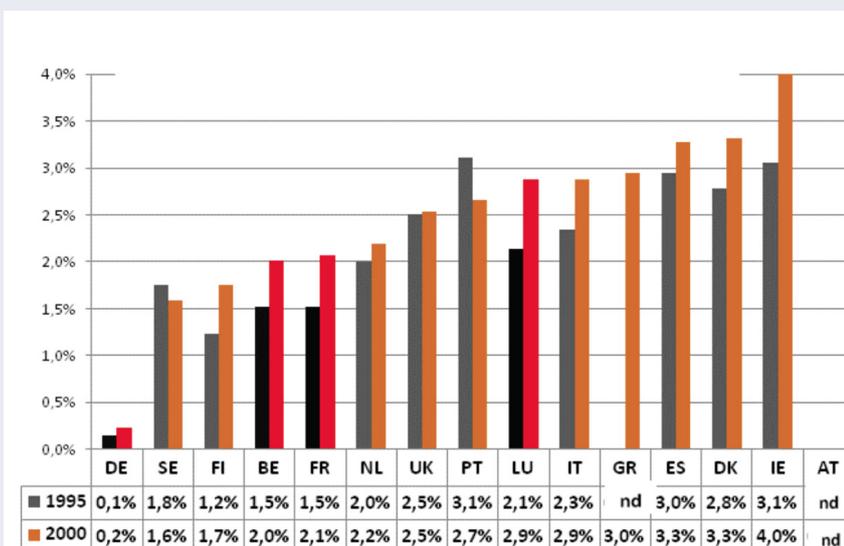
d'Ameco sont claires, le **CSU Réel** correspond en effet bien à la part salariale corrigée de la proportion de travailleurs indépendants dans l'emploi, mais cette part salariale est également appelée **CSU Réel**. Ce changement sémantique pour un même concept n'est sans doute pas innocent. D'ailleurs, Eurostat qui publie les données relatives aux deux coûts salariaux unitaires le fait bien sous les appellations CSU Réel et CSU Nominal, et non part salariale et coût salarial unitaire, à l'instar de la dernière publication de L. Fontagné.

Pourtant, dans ce débat, sur le choix d'un CSU ou de l'autre, le **Statec lui-même a depuis longtemps pris position en faveur du CSU Réel en soulignant les lacunes du CSU Nominal** et la nécessité de « faire un pas supplémentaire dans l'analyse » en passant du CSU Nominal au CSU Réel : « Il convient de faire un pas supplémentaire dans l'analyse du coût salarial. En effet, le coût salarial unitaire nominal ne prend pas en compte le prix de vente d'un produit sur le marché. À titre d'exemple, une hausse du salaire moyen peut bien être due à un meilleur prix de vente. Le coût salarial unitaire réel, qui divise le coût unitaire nominal par le prix de la valeur ajoutée, corrige ce biais. »⁴ Et de conclure : « En fait, c'est le coût salarial unitaire réel qui constitue l'indicateur le plus fiable et le plus pertinent permettant de constater si la compétitivité coût d'une économie évolue favorablement ou non. »⁵

Un CSU Nominal en progression plus forte que le CSU Réel

Comme le montre le graphique suivant, le **CSU Nominal luxembourgeois est en progression** quelle que soit l'année de référence. Cette progression est d'ailleurs généralisée à l'ensemble de l'UE15, exception faite de l'Allemagne pour laquelle le CSU Nominal est resté stable. Notons que la progression luxembourgeoise reste toutefois d'un niveau intermédiaire.

Progression annuelle moyenne du CSU Nominal depuis l'année de référence (%)



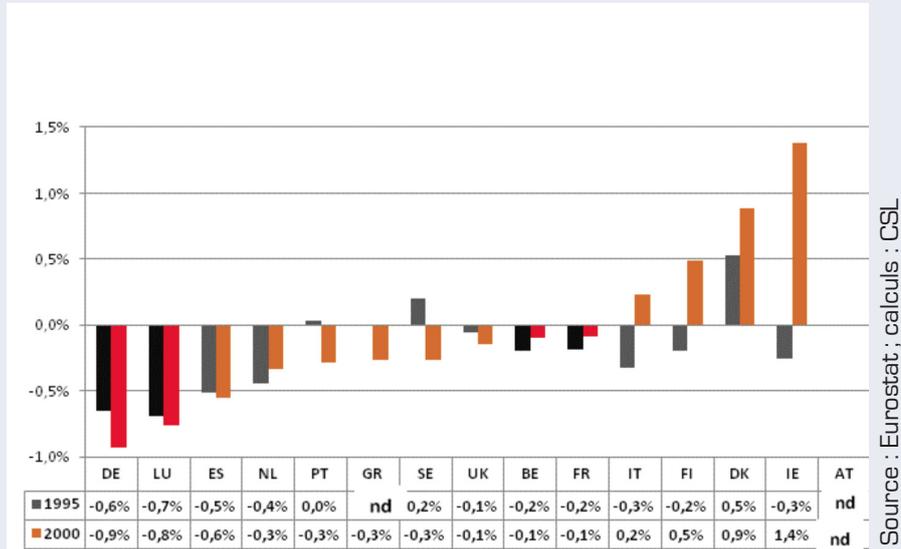
Source : Eurostat, Statec ; calculs : CSL

A contrario, le **CSU Réel** a connu une évolution radicalement différente. S'il est orienté à la baisse dans la plupart des pays de l'UE15, on peut constater que le Luxembourg figure avec l'Allemagne comme le pays où sa baisse a été la plus marquée.

⁴ Kaléidoscope 2006, p.75.

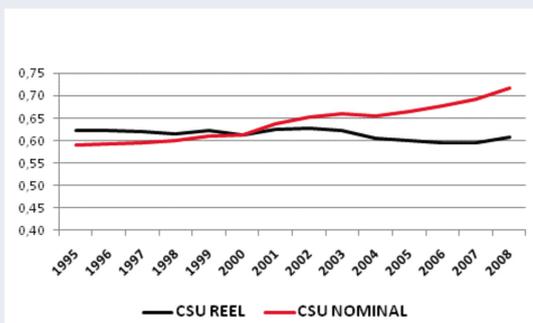
⁵ idem.

Progression annuelle moyenne du CSU Réel depuis l'année de référence (%)

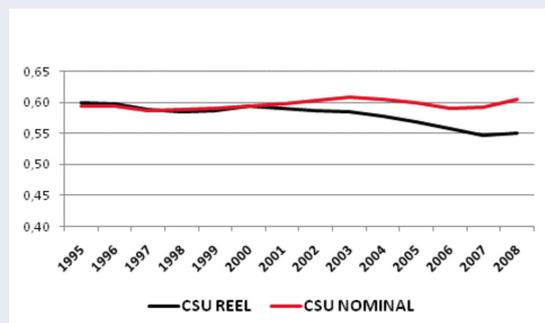


Si le CSU Nominal a progressé plus rapidement que le CSU Réel, ce constat vaut en réalité pour tous les pays comme nous l'illustrons ici avec les pays voisins.

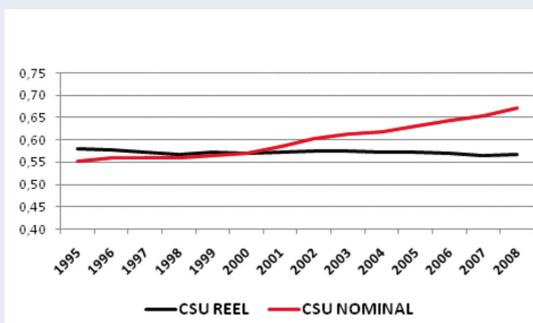
Belgique Evolution des Coûts salariaux unitaires



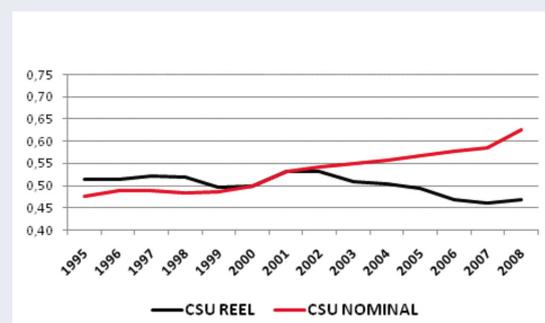
Allemagne Evolution des Coûts salariaux unitaires



France Evolution des Coûts salariaux unitaires



Luxembourg Evolution des Coûts salariaux unitaires



Cependant, **si dans tous les pays, le CSU Nominal progresse à un rythme supérieur au CSU Réel, le phénomène est particulièrement marquant pour le Luxembourg et c'est sans doute là qu'il faut rechercher l'origine de ce glissement méthodologique.**

Faut-il pour autant s'alarmer de la situation luxembourgeoise comme le fait L. Fontagné dans son essai ?

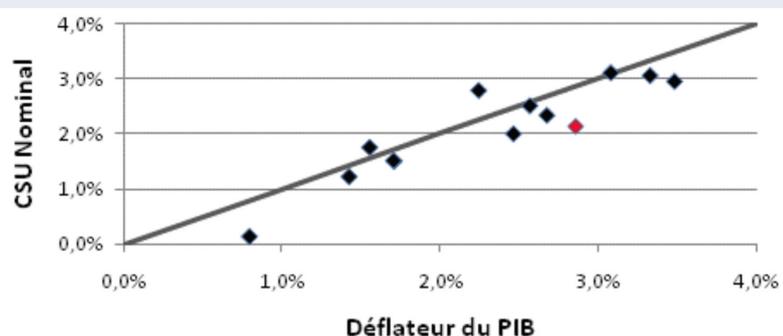
Un CSU Nominal dépendant du déflateur du PIB

Comme nous l'avons vu dans la définition, le CSU Nominal est égal au CSU Réel augmenté du déflateur du PIB. En d'autres termes, **si le CSU Réel compare les coûts salariaux d'une année avec le PIB aux prix de cette même année, le CSU Nominal compare lui des coûts salariaux aux prix d'une année avec un PIB aux prix de 2000, lesquels non seulement n'ont bien évidemment plus cours, mais en outre sont purement théoriques.**

Dans notre précédent Econews sur la PGF, nous avons évoqué les **difficultés d'estimation du déflateur du PIB dans les services**, domaine de spécialisation de l'économie luxembourgeoise. **Les conséquences en sont une sous estimation des gains de productivité, mais également une surestimation du CSU Nominal.** En effet, plus le déflateur du PIB est élevé, plus le CSU Nominal augmentera pour un CSU Réel donné, déflateur du PIB que, rappelons le, les économistes ne savent estimer que très imparfaitement dans les services.

Quoiqu'il en soit, le graphique suivant est riche d'enseignements. On peut constater qu'il existe une très forte relation entre la progression du déflateur du PIB et celle du CSU Nominal. **Plus le déflateur du PIB augmente fortement, plus le CSU Nominal augmente également.** Ceci est somme toute fort logique. Si le nuage de points était horizontal, c'est-à-dire que le CSU Nominal augmente de manière identique dans les différents pays quelle que soit la progression du déflateur du PIB, cela signifierait que les pays connaissant les plus fortes augmentations de leur déflateur verraient le CSU Réel diminuer, c'est-à-dire que la part de la richesse créée revenant aux travailleurs se réduirait mécaniquement.

Progression annuelle moyenne du CSU Nominal en fonction de celle du déflateur du PIB dans l'UE (1995-2008)



A la lecture de ce graphique, l'enchaînement pourrait paraître logique. Le Luxembourg (point rouge) aurait été parmi les pays ayant le plus perdu en compétitivité prix (augmentation du déflateur du PIB) et en compétitivité coût (augmentation du CSU Nominal).

Inversement, le pays le plus à gauche et en bas, l'Allemagne aurait connu un gain de compétitivité, le déflateur du PIB n'augmentant que peu et le CSU Nominal demeurant stable.

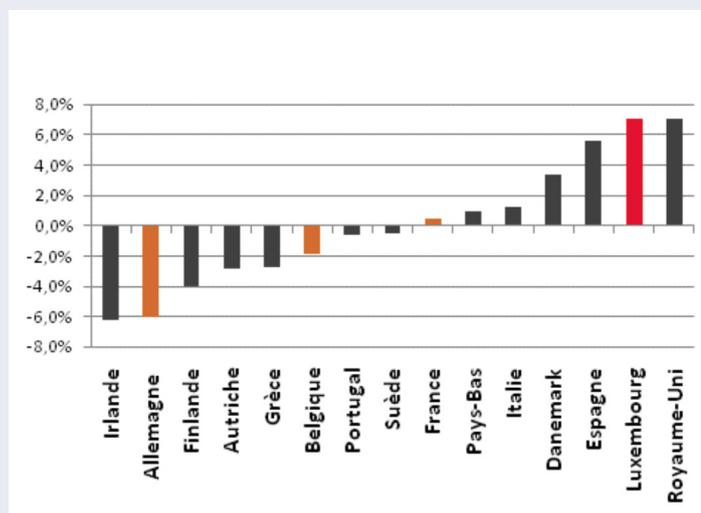
Or il n'est pas vain de rappeler que le Luxembourg est l'économie qui a connu la plus forte croissance économique sur la période en compagnie de l'Irlande, et l'Allemagne la plus faible croissance économique de l'UE15. Notons au passage que la plupart des pays de l'UE15 figurent sous la droite CSU Nominal = Déflateur du PIB, ce qui correspond à une baisse du CSU Réel sur la période.

En fait, compétitivité-prix et coûts appréhendés par ces indicateurs relèvent du seul déflateur du PIB si subjectif dans les services. Ainsi, on rapproche des salaires aux prix de 2008 à une valeur ajoutée exprimée à un prix théorique de 2000. On mélange des pommes et des poires (voir encadré : « peut-on rapprocher des salaires à prix courants d'une valeur ajoutée en volume ? »)

Notons au passage que bien souvent, on fait la confusion entre déflateur du PIB et inflation. Ainsi, L. Fontagné dans sa récente interview au magazine Paperjam affirme en soulignant l'augmentation du déflateur du PIB que celle-ci serait pénalisante pour tout le monde : « Et tout le monde est victime de cette augmentation : les salariés, dont le pouvoir d'achat est réduit ; et les entreprises qui ont distribué plus de salaires que ce que n'autorisait la productivité et ont fait face à une réduction de leur compétitivité-prix. »

Sans nous attarder ici sur les raccourcis concernant la compétitivité coûts et prix sur lesquels nous reviendrons prochainement, notons que l'augmentation du déflateur du PIB n'a rien à voir avec le pouvoir d'achat des salariés puisque comme le montre le graphique suivant, inflation et déflateur du PIB sont totalement déconnectés.

Différentiel de croissance entre le déflateur de PIB et l'inflation (2000-2008)





Peut-on rapprocher des salaires à prix courants d'une valeur ajoutée à prix constants ?

Chaque CSU correspond à une certaine logique. Dans le cas du Nominal, on rapporte les salaires, toujours à prix courants, de la productivité en volume et dans le cas du Réel, on les rapporte à la productivité en valeur. Nous allons voir que la distinction est de taille.

Ainsi, « Le taux de croissance du coût salarial unitaire (nominal) résulte de la différence entre le taux de croissance du coût salarial nominal et du taux de croissance de la productivité »⁶. Or nous avons vu dans nos précédents Econews consacrés à la productivité que la comptabilité nationale ne savait que très imparfaitement évaluer la valeur ajoutée en volume.

Si la valeur ajoutée à prix courants est relativement certaine puisque basée sur des données issues de la comptabilité des entreprises, pour l'estimer en volume, il faut recourir à la construction d'un indice de prix, le déflateur qui est le résultat de conventions le plus souvent arbitraires dans le cas des services. Dès lors, les salaires sont rapportés à une valeur ajoutée en volume qui est sous-estimée et ne correspond qu'à un calcul théorique très éloigné de la réalité des entreprises puisque celles-ci ne facturent bien évidemment pas leurs prestations en euros de 2000.

Le calcul du CSU Nominal est donc une estimation purement théorique et comme le souligne le Statec, « il convient de faire un pas supplémentaire dans l'analyse du coût salarial. En effet, le CSU Nominal ne prend pas en compte les prix de vente d'un produit sur un marché. À titre d'exemple, une hausse du salaire moyen peut bien être due à un meilleur prix de vente. Le coût salarial unitaire réel, qui divise le coût unitaire nominal par le prix de la valeur ajoutée, corrige ce biais. »⁷

Ceci est d'autant plus fondamental que de sérieux doutes pèsent sur la détermination des prix dans les services. Et quand bien même aucun doute ne pesait sur leur détermination. Ne serait-il pas logique que les salariés bénéficient au même titre que les entreprises de ces augmentations de prix ? Cela n'aboutirait finalement qu'à maintenir un partage équitable de la valeur ajoutée sans aucune perte de compétitivité pour les entreprises, celles-ci conservant leur taux de marge. C'est ce que permet le CSU Réel : intégrer la productivité et les variations de prix. A contrario, l'utilisation du CSU Nominal aboutirait, comme nous le détaillons plus bas à un déséquilibre dangereux pour l'équilibre de l'économie luxembourgeoise avec une répartition des revenus de plus en plus inégalitaires.

L'exemple de notre société de services informatiques ayant servi d'illustration lors de notre précédent Econews est encore une fois très parlant.

Exemple de calcul du CSU dans les services informatiques

Reprenons notre exemple des services informatiques utilisé dans l'Econews sur la PGF afin d'observer quelle seraient les évolutions des CSU nominal et réel. Rappelons brièvement les faits.

Une entreprise place son salarié dans une autre société pour réaliser des prestations de services. Cette entreprise réalise en t une valeur ajoutée de 100. Cette valeur ajoutée sert à payer 50 de salaires et il reste donc à l'entreprise une marge, l'excédent brut d'exploitation (EBE) de 50.

En t1, cette entreprise décide de faire suivre une formation à son salarié afin d'améliorer sa productivité. Forte de cette nouvelle compétence, l'entreprise décide de placer son salarié à un tarif plus élevé lui permettant de réaliser 110 de valeur ajoutée, soit 10% supplémentaires. Le respon-

⁶ Statec, *Kaléidoscope 2006*, p.74.

⁷ *Kaléidoscope 2006*, p.75.



sable de cette entreprise étant favorable à l'équité décide d'augmenter son salaridé de 10% également. Ainsi, le salariés gagne-t-il désormais 55 et l'entreprise réalise une marge après salaires (EBE) de 55.

Tout semble aller pour le mieux dans la meilleure des entreprises. La valeur ajoutée a progressé de 10% répartis équitablement entre le salaridé et l'entreprise qui voient tous deux leurs gains croître également de 10%. Pourtant, tout comme pour la productivité, la comptabilité nationale va nous donner une toute autre image de l'évolution de cette entreprise.

L'augmentation de prix est justifiée par la formation suivie par le salaridé et l'amélioration de sa productivité. Cependant, sur les 10 de valeur ajoutée supplémentaire, une partie est due à l'amélioration de la qualité de la prestation de service et une partie est éventuellement une augmentation de prix pure.

Nous avons vu à propos de la PGF que l'indice de prix utilisé pour calculer la valeur ajoutée en volume était l'indice du coût horaire de la main d'œuvre. Celui-ci augmentant de 10%, la valeur ajoutée en volume est dévaluée d'autant. Ainsi, la valeur ajoutée à prix constants (ou théorique) calculée en déflatant (divisant) la valeur ajoutée en valeur de t1 (110) par le déflateur de valeur ajoutée (1,1) ne progresse pas. Résultat, alors que le CSU Réel ne bouge pas puisque valeur ajoutée et salaires évoluent au même rythme, le CSU Nominal lui augmente de 10%, soit une progression équivalente à l'augmentation du prix supposée de la prestation de service.

En réalité, le constat est même pire puisque c'est la production qui est déflatée par l'indice du coût de la main d'œuvre et, cela aboutit même à une baisse de la valeur ajoutée en volume et une progression d'autant plus forte du CSU Nominal, alors que le CSU Réel demeure stable. Les gains supplémentaires sont répartis équitablement, mais l'indicateur de compétitivité nous dit que la situation s'est dégradée pour l'entreprise.

Alors que tout le monde devrait être content, le salaridé comme l'entreprise qui voient tous deux leurs revenus augmenter de 10%, nous nous retrouvons avec une productivité stagnante comme nous l'avons vu précédemment et, selon le CSU Nominal, une perte de compétitivité-coût. Un constat peu réaliste avec toujours le même responsable : le déflateur de valeur ajoutée qui n'est, rappelons le, qu'un calcul théorique et donc approximatif.

Des coûts unitaires du capital qui augmentent bien plus rapidement que les coûts unitaires du travail

On le voit, l'utilisation du CSU Nominal en lieu et place du CSU Réel n'est pas innocente compte tenu des difficultés d'évaluation du déflateur de valeur ajoutée dans les services. Cependant, les utilisateurs de dernière heure de cet indicateur restent incomplets dans leur démarche. En effet, si tant est qu'il faille utiliser le CSU Nominal, qu'en est-il du coût du capital rapporté au PIB en volume ?

En effet, lorsque l'on évoque la compétitivité coûts, **si l'on évoque toujours les coûts salariaux, il n'est jamais fait mention des autres coûts tels que les consommations intermédiaires, et, ce qui nous préoccupe plus particulièrement ici, les coûts du capital.**

Lorsque nous avons abordé la productivité globale des facteurs, nous avons souligné que deux facteurs de production concouraient simultanément à la production : le travail et le capital.

Or si le travail est un coût, il en est de même pour le capital. D'ailleurs on parle bien de valeur ajoutée aux coûts des facteurs pour évoquer la valeur ajoutée diminuée des « impôts moins subventions sur la production ». Cette **valeur ajoutée au coût des facteurs correspond à la somme monétaire réellement engendrée par l'activité productive et, comme son nom l'indique, c'est elle qui permet de rémunérer les deux facteurs de production.**

Cependant, les débats se focalisent le plus souvent sur les seuls coûts salariaux. Afin de rétablir un certain équilibre et de présenter une vue globale de la situation des coûts dans les entreprises, la CSL a choisi de présenter une évolution comparée des coûts unitaires non seulement du travail, mais également du capital. **N'est-il pas curieux en effet de systématiquement rapporter les coûts salariaux à la productivité en omettant de rapporter les coûts du capital à cette même productivité ?**

La rémunération de chaque facteur de production correspond à son coût et se fait sur le montant de richesse créée dans l'économie, c'est-à-dire le PIB⁸.

Ainsi nous avons : PIB = Coût du travail + Coût du capital

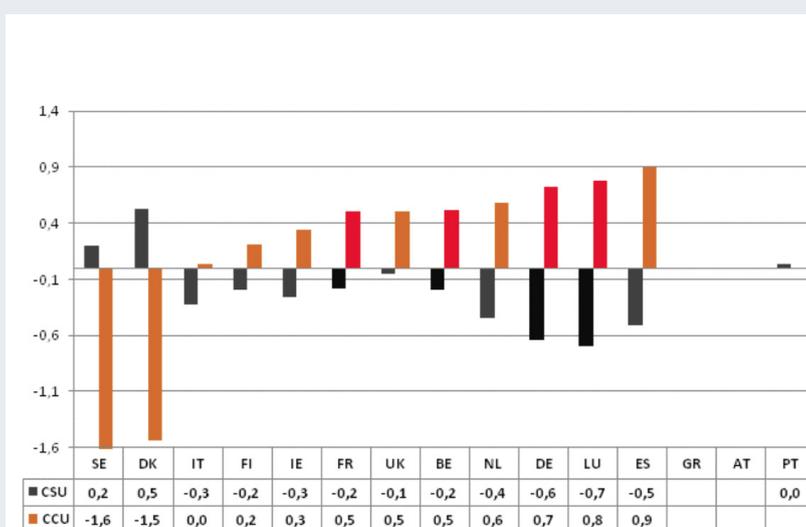
Soit : PIB = Salaires + EBE

En effet, le PIB se répartissant entre les deux facteurs de production, si la rémunération du travail est un coût pour les apporteurs de capitaux, l'inverse est également vrai et la rémunération du capital est un coût pour les fournisseurs de travail. Ainsi, le PIB, l'ensemble de la richesse produite par l'économie sur une année correspond au partage entre la rémunération des salariés (cotisations patronales comprises) et l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE qui correspond à la marge des entreprises après versements des salaires).

Alors que les observateurs habituels de l'économie luxembourgeoise semblent vouloir se focaliser sur les seuls coûts salariaux, il nous a semblé intéressant de faire une analyse comparative non seulement des coûts salariaux unitaires (CSU), mais également des coûts capitalistiques unitaires (CCU) (pour les développements méthodologiques, voir encadré « méthode de calcul du coût capitalistique unitaire »).

Comme le montre le graphique ci-dessous, alors que le Luxembourg a connu depuis 1995 la plus forte baisse de son CSU Réel avec -0,7% par an en moyenne, il a à contrario connu la deuxième plus forte progression du CCU Réel. Ceci est tout à fait logique puisque le PIB se répartit entre Salaires et EBE, si l'un augmente, l'autre diminue.

Progressions annuelles moyennes des CSU et CCU Réels en % (1995-2008)

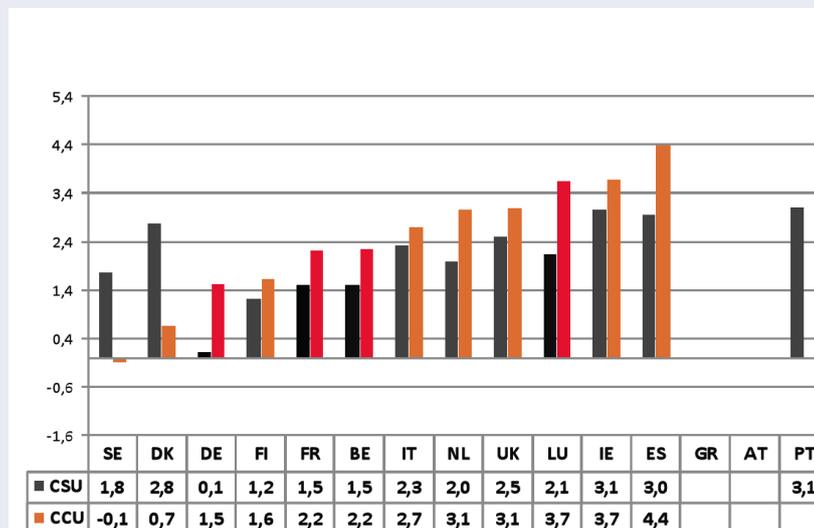


⁸ En réalité c'est la valeur ajoutée aux coûts des facteurs (c'est-à-dire diminuée des impôts moins subventions sur la production) qui se répartit entre rémunération des salariés et EBE. Par souci de clarté, nous avons considéré le PIB, ce qui ne change toutefois rien à l'analyse et aux résultats.

Certains voudraient maintenant rapporter l'évolution des salaires non pas à la productivité en valeur, mais à la productivité en volume. Nous avons vu que dans tous les pays de l'UE15 pour lesquels les données sont disponibles, les salaires ont augmenté plus rapidement que la productivité en volume, le Luxembourg se situant en position intermédiaire. Qu'en est-il du CCU Nominal ?

Le graphique suivant montre l'évolution comparée des Coûts unitaires nominaux du travail et du capital entre 1995 et 2008. Comme nous l'avons vu précédemment, la progression du CSU Nominal luxembourgeois se situe à un niveau intermédiaire parmi les pays de l'UE avec +2,1% par an en moyenne. Par contre, le CCU Nominal luxembourgeois a connu une progression nettement plus forte avec +3,7% par an en moyenne, soit la deuxième plus forte hausse de l'UE15 avec l'Irlande.

Progressions annuelles moyennes des CSU et CCU Nominaux en % (1995-2008)



En d'autres termes, si l'on compare l'évolution des coûts unitaires du travail et du capital avec l'évolution de la productivité en valeur (soit les coûts unitaires réels), les salaires ont augmenté moins rapidement que la productivité, pendant que la rémunération du capital a de son côté augmenté plus rapidement même que la productivité. En corollaire, nous avons assisté au Luxembourg à une forte baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Ceci signifie que la part de la richesse créée dans l'économie luxembourgeoise qui revient aux salariés est de plus en plus congrue.

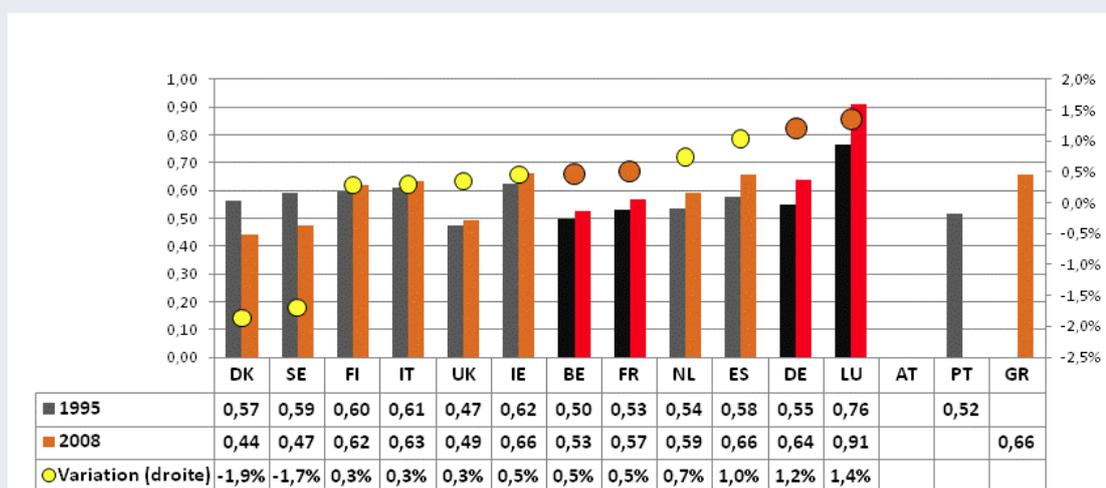
Si maintenant on compare l'évolution des coûts unitaires du travail et du capital avec l'évolution de la productivité en volume (soit les coûts unitaires nominaux), il est vrai que les salaires ont augmenté plus rapidement que la productivité en volume. Toutefois, le coût du capital a augmenté à un rythme encore bien plus rapide. En effet, pendant que les coûts salariaux augmentaient de 2,1% de plus que la productivité en volume, les coûts du capital augmentaient eux de 3,5%.

La meilleure illustration d'une augmentation du capital plus rapide que de celle du travail nous est donnée par le calcul du ratio entre le coût unitaire du capital et du travail et du capital. Un ratio de 0,5 signifie que le capital est 2 fois moins rémunéré que le travail (ou en d'autres termes que sur un euro servant à rémunérer les facteurs de production, 1/3 revient au capital et 2/3 au travail). Un ratio égal à 1 signifierait que travail et capital sont rémunérés à la même hauteur (ou en d'autres termes que sur un euro servant à rémunérer les facteurs de production, 1/2 reviendrait au travail et 1/2 au capital).

En 1995, le Luxembourg figurait déjà en tête de se classement de l'UE15 avec un ratio de 0,75 signifiant que la rémunération du capital représentait 75% de la rémunération du travail, soit un niveau largement supérieur aux autres pays européens et plus particulièrement aux pays voisins. En 2008, ce ratio représentait toujours le niveau le plus élevé de l'UE15 avec 0,91, signifiant que la part du PIB servant à rémunérer les facteurs de production se répartissait presque à part équivalente entre capital et travail.

En outre, avec une progression de 1,5% par an en moyenne, c'est au Luxembourg que ce ratio a le plus progressé dans l'UE15, devant l'Allemagne qui a connu une longue période de modération salariale. Ainsi, même l'indexation des salaires n'aura que peu contribué à maintenir le rapport entre la rémunération des deux facteurs de production, celle du capital augmentant bien plus rapidement que celle du travail.

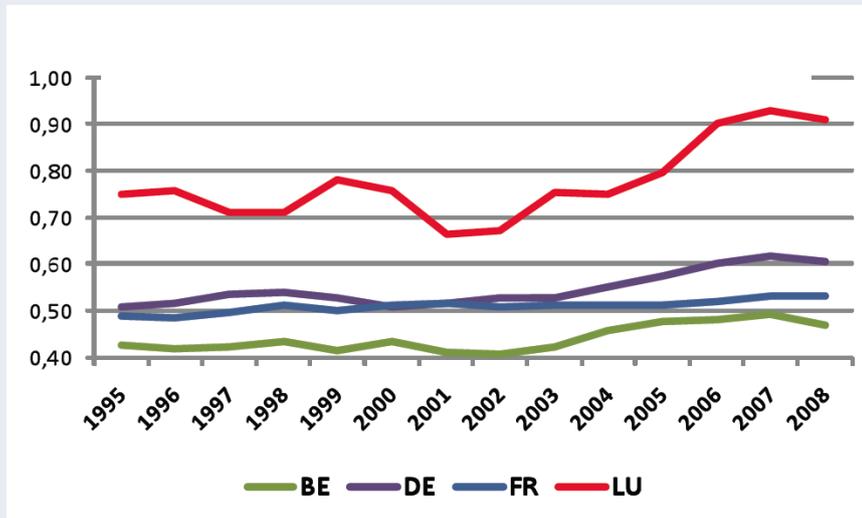
Evolution du rapport entre les coûts unitaires du capital et du travail



Notons qu'ici, l'utilisation des coûts unitaires qu'ils soient réels ou nominaux ne change rien à l'analyse puisqu'il s'agit de comparer les évolutions du rapport des deux coûts unitaires, qu'ils soient réels ou nominaux. **Ainsi, on a beau retourner le problème dans tous les sens, lorsque l'on compare l'évolution du CSU au CCU, qu'il soit nominal ou réel, c'est bien le coût du capital qui progresse le plus rapidement.**

Ajoutons que cette tendance est une tendance lourde depuis le début des années 2000 et léger recul de ce ratio en 2008, également constaté en Belgique et Allemagne, ne suffit pas à l'entamer. Comme le montre le graphique suivant, le Luxembourg se situe en niveau à un niveau de coût du capital nettement supérieur à celui des pays voisins, et c'est en outre le pays où cette rémunération du capital a le plus progressé.

Evolution du rapport entre les coûts unitaires du capital et du travail



Méthode de calcul du Coût capitalistique unitaire

La richesse produite dans une économie, le PIB, permet de rémunérer les deux facteurs de production, le travail et le capital. Le capital est rémunéré par l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) et le travail est rémunéré par les salaires (cotisations patronales comprises) ainsi que les revenus mixtes correspondant à la rémunération des travailleurs indépendants.

Le niveau de détail de publication des agrégats par Eurostat ne permettent pas de séparer l'EBE qui rémunère le capital des revenus mixtes qui rémunèrent le travail des indépendants. La convention retenue pour les estimer est d'attribuer aux indépendants un revenu équivalent au salaire moyen :

Rémunération des indépendants = Salaire moyen x Nombre d'indépendants

Nous obtenons ainsi :

CSU Réel = (Rémunération des salariés + Rémunération des indépendants) / PIB courant

CSU Nominal = (Rémunération des salariés + Rémunération des indépendants) / PIB prix de 2000

Le CSU correspond à la rémunération des salariés augmentée de celle des travailleurs indépendants (les revenus mixtes) rapportée au PIB à prix courants pour le CSU Réel et au PIB aux prix de 2000 pour le CSU Nominal.

CCU Réel = (EBE et Revenus mixtes - Rémunération des indépendants) / PIB courant

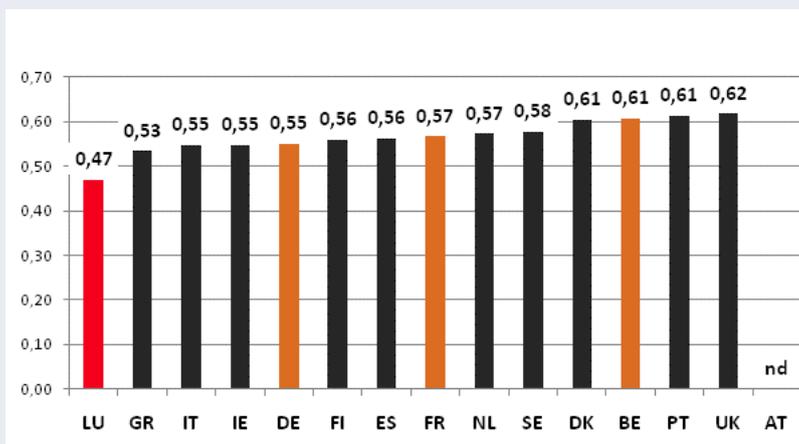
CCU Nominal = (EBE et Revenus mixtes - Rémunération des indépendants) / PIB prix de 2000

Le CCU correspond à la rémunération du capital diminué de la rémunération des travailleurs indépendants (les revenus mixtes) de manière à isoler l'EBE qui est rapporté au PIB à prix courants pour le CCU Réel et au PIB aux prix de 2000 pour le CCU Nominal.

Alors même que le Coût salarial unitaire luxembourgeois est le plus faible d'Europe

Cette évolution plus rapide des coûts unitaires du capital que du travail est d'autant plus dommageable aux salariés luxembourgeois que le niveau de rémunération du travail comparé à la richesse produite est le plus faible de l'UE15. C'est-à-dire que **c'est bien au Luxembourg que la part de la richesse produite qui revient aux salariés est la plus faible de l'UE15.**

Niveau du coût salarial unitaire 2008



Comme l'illustre ce graphique, le Luxembourg est le pays où le niveau de CSU est le plus faible, en plus d'être le pays où le coût unitaire du capital a nettement plus progressé que celui du travail.

Pour interpréter ce graphique, en 2008, lorsque le Luxembourg générait 1 euro de PIB, 47 cents revenaient aux salariés, contre 55 en Allemagne, 57 en France et 61 en Belgique.

Notons que quel que soit l'indicateur choisi, CSU Nominal ou Réel, le résultat est le même. En effet, lorsque l'on présente des agrégats en niveaux, cela se fait systématiquement aux prix courants. Sans quoi, le niveau serait affecté par les changements d'années de base et les classements relatifs modifiés au gré de ces changements. Rappelons que les euros de 2000 n'ont plus cours aujourd'hui, pas plus que les LUF.

Un CSU en moins forte progression : ce serait un CSU en forte régression avec de graves conséquences pour l'économie luxembourgeoise

Les tenants de l'utilisation du CSU Nominal justifient ce choix par le fait qu'il faille rapprocher l'évolution des salaires non pas de la productivité en valeur, mais en volume. En fait, cela reviendrait à ne pas intégrer les effets prix dans les salaires. Ainsi, lorsqu'un producteur augmenterait ses prix, l'ensemble de son surplus de recette resterait dans la poche de l'entreprise.

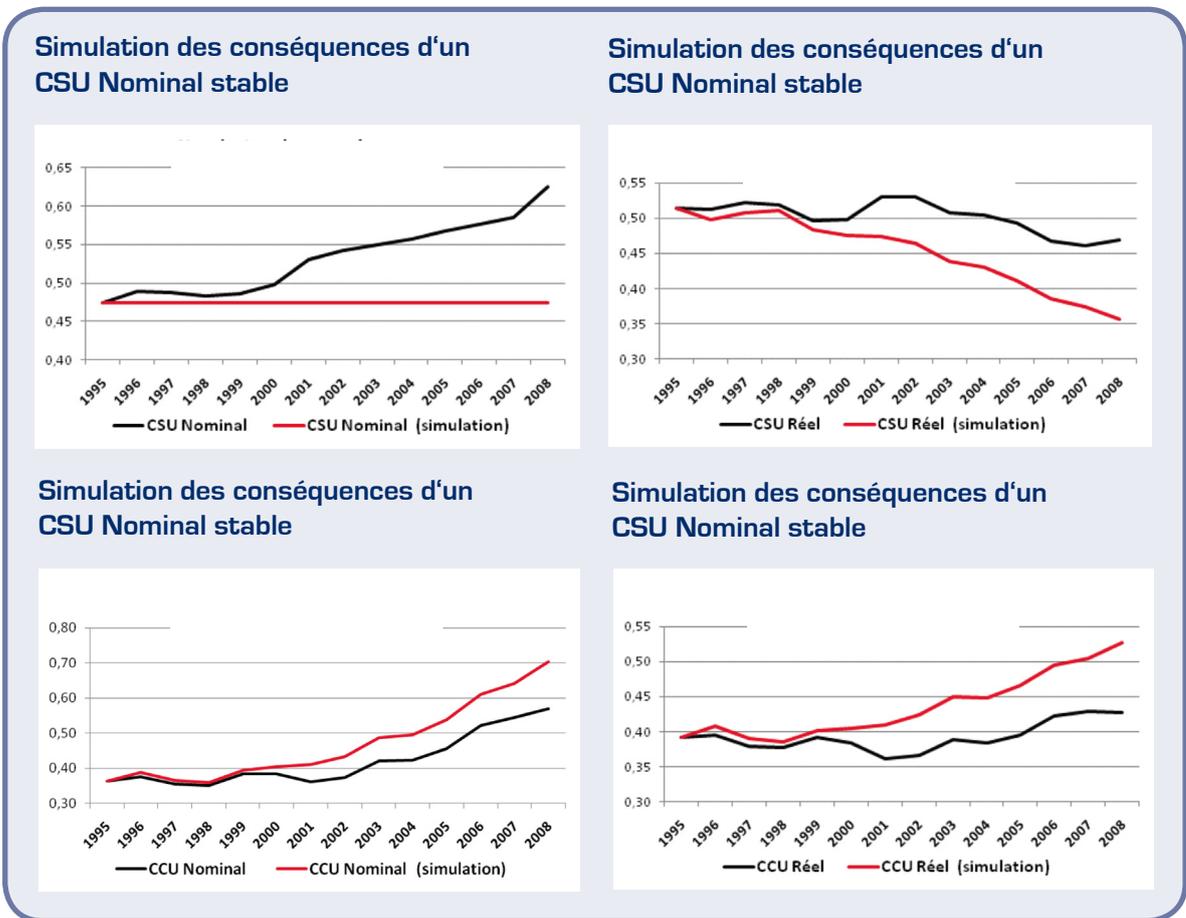
En Allemagne, le CSU Nominal est demeuré stable puisque sa progression n'a été que de 0,1% par an en moyenne sur la période 1995-2008. Voilà de quoi faire pâlir d'envie les patrons luxembourgeois quand le CSU Nominal luxembourgeois a de son côté augmenté de 2,1% par an en moyenne ! Rappelons qu'il s'agit là d'une progression tout à fait moyenne dans l'UE15.

Quelles auraient été les conséquences d'un CSU Nominal luxembourgeois qui aurait stagné comme en Allemagne ? Nous sommes partis de l'année 1995 et avons simulé une évolution de la

masse salariale permettant de conserver le niveau de CSU Nominal de départ, c'est-à-dire un CSU Nominal stable⁹.

L'ensemble des autres coûts unitaires on été calculés sur base de cette évolution salariale, à croissance du PIB équivalente, le manque à gagner pour les salariés se retrouvant dans l'EBE, c'est-à-dire la rémunération du capital. Dans les graphiques suivant, la courbe noire représente l'évolution effectivement constatée dans les comptes nationaux et la courbe rouge les résultats de la simulation.

Ainsi qu'on peut le constater, le CSU réel déjà largement orienté à la baisse et au plus bas niveau de l'UE15 aurait connu une baisse encore plus drastique puisqu'en 2008, la part du PIB revenant à la rémunération des salariés serait de 0,36 (soit 36% du PIB), contre 0,47. Inversement, on voit que les coûts unitaires du capital progresseraient de manière vertigineuse.

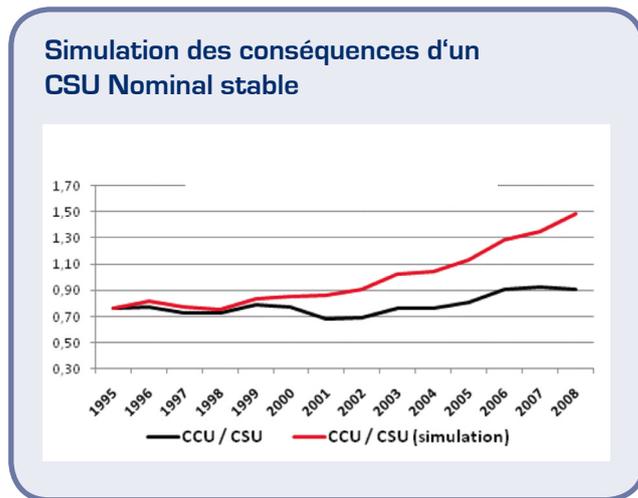


Nous laisserons le soin au lecteur de comparer les résultats obtenus pas notre simulation avec les graphiques précédents et la comparaison européenne. Mais il saute aux yeux que **les fruits de la croissance qui déjà profitent de manière grandissante au facteur de production capital iraient uniquement dans la poche des actionnaires, accroissant encore le déséquilibre entre la rémunération des deux facteurs de production au détriment du travail.** Le rapport entre le coût unitaire du capital et le coût unitaire du travail qui en résulterait serait en 2008 de près du double de son niveau de 1995. Et alors que le coût du capital est de loin le plus élevé au Luxembourg, cet écart entre la rémunération du capital et du travail se serait encore accru de manière

⁹ En réalité l'Allemagne a connu une légère progression de son CSU Nominal de 0,1% par an. Toutefois, cela ne changerait que très marginalement les résultats obtenus dans notre simulation.

spectaculaire en atteignant un niveau qu'aucune économie n'oserait même imaginer ! En effet, avec un ratio de 1,5, cela signifierait simplement que le capital serait rémunéré 50% de plus que le facteur travail.

Alors que l'on parle généralement d'une répartition des richesses de 2/3 pour le travail et 1/3 pour le capital, au Luxembourg, ce serait presque l'inverse avec 40% pour le travail et 60% pour le capital !



Une telle évolution aurait permis de maintenir la pseudo compétitivité-coût bilatérale vis-à-vis de l'Allemagne et calculée sur base du CSU Nominal. Mais compte tenu du différentiel de croissance constaté sur la période, le Luxembourg a-t-il connu un problème de compétitivité coût ? En effet, comment le Luxembourg aurait-il encore pu connaître une croissance de pays émergent pendant que l'Allemagne connaissait la plus faible croissance de l'UE15, s'il avait réellement un problème de compétitivité-coût visible uniquement un indicateur utilisé à escient ?

La CSL souhaite tout particulièrement attirer l'attention sur les conséquences qu'auraient pu avoir une telle pratique :

- **Conséquences négatives sur les finances publiques**, compte tenu du fait que les ménages et donc principalement les salariés sont les principaux contributeurs fiscaux. En outre, cela comprimerait dangereusement les recettes de cotisations sociales, fragilisant un peu plus la viabilité à long terme des finances publiques.
- Cela apporterait-il un peu **plus de croissance** ? Il est permis de douter que le Luxembourg aurait élargi ses marchés du fait d'une telle modération salariale. L'économie luxembourgeoise est dans une large mesure tributaire de la demande extérieure. Or la modération salariale ne risque pas d'aboutir à un élargissement de celle-ci.

Et quand bien même. Est-il raisonnable de penser qu'une croissance de 10% en lieu et place des 4,7% depuis 1995 aurait amélioré le bien être de la population luxembourgeoise ? Rappelons que c'est le but ultime de la compétitivité : « améliorer durablement la qualité de vie des citoyens ».

Quel que fut le résultat d'une modération salariale encore plus forte que celle constatée ces dernières années, comme en attestent les évolutions des coûts unitaires du travail et du capital, le résultat atteint n'aurait sans doute pas été l'« amélioration durable de la qualité de vie des citoyens ».



- En réalité, le lecteur aura sans doute trouvé lui-même la réponse à la question des conséquences d'un CSU Nominal stable. Cela aurait abouti ni plus ni moins qu'à une **répartition de plus en plus inégalitaire de la richesse** au profit du plus petit nombre et dans bien des cas de l'étranger puisque de nombreuses entreprises résidentes sont détenues par des capitaux étrangers. Ceci n'aurait amené qu'à une **augmentation du taux de pauvreté** avec toutes les conséquences sociales en découlant.
- Accroissement des inégalités, augmentation de la pauvreté, qu'en aurait-il été pour les **nombreuses entreprises travaillant pour le marché domestique (artisans, commerçants...)** ? Ces entreprises, en réalité les plus nombreuses et le plus souvent purement luxembourgeoises auraient-elles réalisé les mêmes bénéfices ? Ce seraient elles développées aussi fortement ? Les propriétaires de logements auraient-ils pu bénéficier des mêmes progressions des prix de l'immobilier et des loyers ?

Peut-on encore parler de résoudre un problème compétitivité coût alors qu'il ne s'agirait que d'accroître les marges des entreprises bien au-delà du raisonnable et alors que la rémunération du capital est déjà bien plus élevée au Luxembourg que dans le reste de l'UE15 ? A travers les quelques pistes sur les conséquences qu'aurait une telle situation, il se pourrait bien que le Luxembourg connaisse effectivement un problème de compétitivité-coût. Mais le problème serait bien le coût du capital et non celui du travail.

* * *

Passer du CSU réel au nominal permet de minimiser la compétitivité du Luxembourg (est-ce l'objectif ?). Ce choix délibéré est particulièrement sujet à caution compte tenu, comme nous l'avons vu, des difficultés d'estimation du PIB en volume. En outre, ce choix est tout aussi subjectif que si la CSL proposait de ne plus se préoccuper du PIB en volume mais du PIB nominal dont la croissance est encore plus forte et montrerait une avance encore plus marquée du Luxembourg en termes de croissance !

Il ne viendrait pas à l'idée des représentants des salariés de demander aux entreprises de verser leurs dividendes 2009 aux prix de 2000. C'est pourtant ce que font certains pour les salaires en voulant rapporter des salaires de 2009 à une valeur ajoutée dont les prix n'ont plus cours. En effet, la monnaie qui a cours aujourd'hui est bien l'euro à sa valeur d'aujourd'hui et non d'il y a 10 ans. A ce que nous sachions, les entreprises qui facturent leurs produits ou services aux prix de 2000 doivent être relativement rares.

Le Statec soulignait en 2006 que « A long terme, le CSU Réel ne devrait pas trop dévier d'une trajectoire horizontale »¹⁰. Nous avons vu qu'il n'en est rien et qu'au contraire, sa trajectoire est clairement descendante et qu'une accentuation de ce phénomène pourrait avoir de graves conséquences non seulement sur la cohésion sociale, mais également sur la cohésion du système économique luxembourgeois.

Quel que soit la méthode utilisée, nominale ou réelle, un seul constat s'impose : depuis 1995 et plus particulièrement depuis le début des années 2000, les coûts unitaires du capital progressent à un rythme bien plus rapide que les coûts unitaires du travail.

La CSL estime que désormais, à chaque fois qu'il est fait référence aux coûts salariaux unitaires, les coûts capitalistiques unitaires devraient être analysés en parallèle afin que soit fournie aux observateurs une image complète de la compétitivité-coûts. En effet, le PIB se répartit-

¹⁰ Statec, Kaléidoscope 2006, p.75



sant entre les deux facteurs de production, se focaliser sur l'un plutôt que sur l'autre amène à une vision très partielle de la compétitivité-coût. Notons d'ailleurs que l'évolution du coût unitaire du capital serait même un outil de promotion de la compétitivité du Luxembourg, les marges progressant plus rapidement que les salaires et plus rapidement que la productivité, en valeur comme en volume. Voilà de quoi inciter les entreprises étrangères à s'installer au Grand-Duché !

Concernant les débats sur la productivité ou les coûts unitaires, nous sommes restés à un niveau global. Toutefois, dans le prochain Econews à venir sur les marges des entreprises et qui clôturera cette série sur la compétitivité, nous reviendrons plus en détail sur les performances sectorielles des entreprises luxembourgeoises.

ADDENDUM

La première version de cet Econews sur les coûts unitaires contenait une coquille. En effet, alors que les coûts unitaires y étaient définis ainsi :

$$\text{CSU Réel} = (\text{Rémunération des salariés} \times \text{Emploi/Salariés}) / \text{PIB courant}$$

$$\text{CSU Nominal} = (\text{Rémunération des salariés} \times \text{Emploi/Salariés}) / \text{PIB prix de 2000}$$

$$\text{CCU Réel} = (\text{EBE et Revenus mixtes} \times \text{Salariés/Emploi}) / \text{PIB courant}$$

$$\text{CCU Nominal} = (\text{EBE et Revenus mixtes} \times \text{Salariés/Emploi}) / \text{PIB prix de 2000}$$

Il fallait plutôt lire ceci (comme dans l'encadré méthodologique) :

$$\text{CSU Réel} = (\text{Rémunération des salariés} + \text{Rémunération des indépendants}) / \text{PIB courant}$$

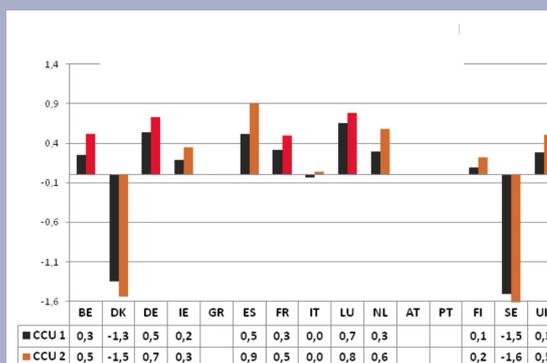
$$\text{CSU Nominal} = (\text{Rémunération des salariés} + \text{Rémunération des indépendants}) / \text{PIB prix de 2000}$$

$$\text{CCU Réel} = (\text{EBE et Revenus mixtes} - \text{Rémunération des indépendants}) / \text{PIB courant}$$

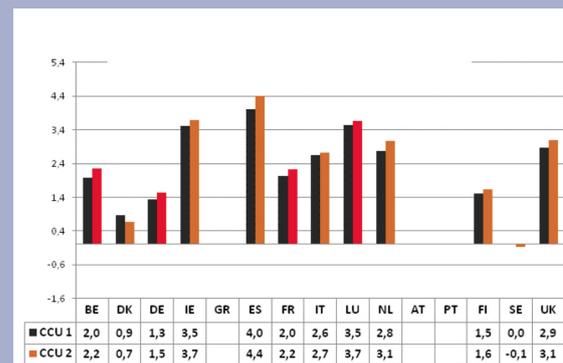
$$\text{CCU Nominal} = (\text{EBE et Revenus mixtes} - \text{Rémunération des indépendants}) / \text{PIB prix de 2000}$$

Si la nouvelle formulation ne change strictement rien aux évaluations des CSU présentées dans la première version, elle modifie toutefois quelque peu celles des CCU, ainsi que le montrent les graphiques suivants :

Progressions annuelles moyennes des
CCU Réels % (1995-2008)



Progressions annuelles moyennes des
CCU Nominaux % (1995-2008)



Avec la formulation appropriée du calcul des coûts unitaires du capital, nous pouvons constater que pour tous les pays pour lesquels des données sont disponibles (sauf le Danemark et la Suède) on constate une augmentation des coûts unitaires du capital entre la première version (CCU1) et la version actuelle (CCU2).

En tout état de cause, ce changement ne modifie que marginalement les résultats d'ensemble puisque les Coûts Salariaux Unitaires sont inchangés et que les Coûts Capitalistiques Unitaires ne sont modifiés que marginalement.

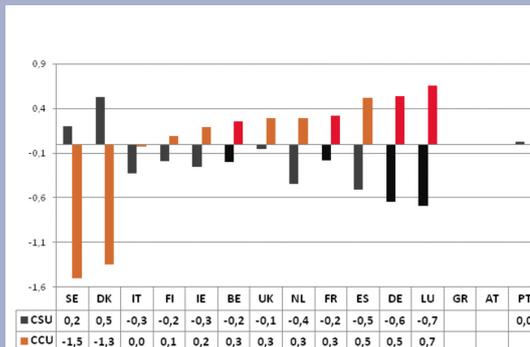


Ainsi, l'augmentation du CCU Réel luxembourgeois passe de la première à la seconde place derrière l'Espagne et l'augmentation du CCU Nominal luxembourgeois reste en deuxième position, toujours derrière l'Espagne, mais cette fois-ci rejoint par l'Irlande.

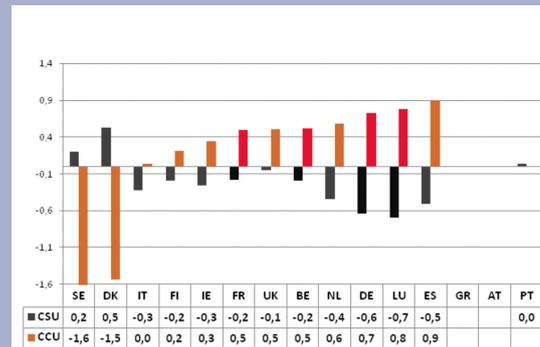
ANCIENNE VERSION

VERSION CORRIGEE

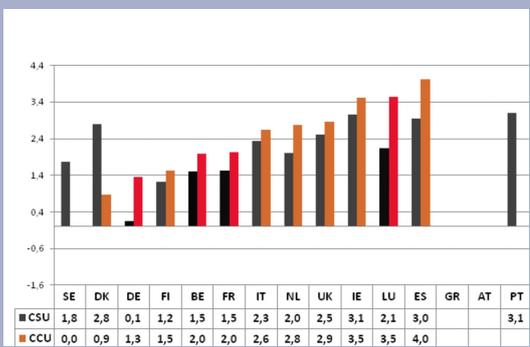
Progressions annuelles moyennes des CSU et CCU Réels % (1995-2008)



Progressions annuelles moyennes des CSU et CCU Réels % (1995-2008)



Progressions annuelles moyennes des CSU et CCU Nominaux % (1995-2008)



Progressions annuelles moyennes des CSU et CCU Nominaux % (1995-2008)

